La désertification médicale n'épargne pas les villes

Les chiffres dévoilés dans le dernier rapport de l'agence régionale de santé montrent que même les grandes agglomérations de la région sont touchées. Des aides se mettent en place pour tenter de limiter le phénomène.

PAR PHILIPPE BAVEREL ET O.D.

« En l'espace de quelques années, dans le domaine de l'accès aux soins, l'Ile-de-France est passée du statut de région privilégiée et « richement » dotée, à celui de région rassemblant le plus grand nombre d'habitants confrontés à des difficultés d'accès aux soins, en particulier en médecine générale ».

Le rapport 2018 de l'ARS, agence régionale de santé, d'Ile-de-France est très clair : la région capitale n'est plus épargnée par la désertification médicale, y compris dans les grandes villes. Paris n'est pas épargnée.

UN COUP DE POUCE FINANCIER POUR LES MAISONS MÉDICALES

« Les déserts médicaux, ce n'est pas qu'en Mayenne ou dans la Beauce ! C'est aussi une réalité dans le nord de Paris », s'exclame ainsi Bruno Silberman, radiologue, président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS). A l'en croire, la pénurie de praticiens ne fait que commencer : « La moitié des 22 000 médecins qui exercent en Ile-de-France, dont 6 000 à Paris, ont plus de soixante ans. Le problème, c'est que les jeunes confrères ne sont pas aussi nombreux pour leur succéder ». Moins nombreux, les jeunes docteurs sont aussi démunis face à la hausse des prix de l'immobilier.

« Aujourd'hui, lorsqu'un médecin part en retraite, les murs de son cabinet ont pris une telle valeur qu'un professionnel en début de carrière n'a pas les moyens de les racheter », observe Bruno Silberman. Non sans rappeler ce chiffre implacable : « Quand un généraliste part, plus de mille patients se retrouvent sans praticien ». Ce qui peut conduire à des situations compliquées pour les patients, notamment après un déménagement dans une nouvelle ville ou un autre département. Pour lutter contre le développement des déserts médicaux, l'URPS et l'ARS soutiennent financièrement l'installation de cabinets médicaux regroupant plusieurs médecins. En Ile-de-France depuis 2017, 70 projets fédérant 300 praticiens, ont ainsi été cofinancés par ces deux organismes à hauteur de 11 M€. A Paris, 9 cabinets collectifs, situés dans les IXe, XIe, XIIIe, XIVe, XVIIIe et XIXe, ont vu le jour grâce à ce coup de pouce.

C'est le cas du cabinet Fontaine, ouvert il y a un mois à Paris (IXe) qui a bénéficié d'une aide de 130 00 € allouée par l'ARS et l'URPS. Le reste de la facture des travaux (170 000 €) qui ont duré six mois, a été financé par l'emprunt contracté par les deux médecins associés porteurs du projet : Catherine Majerholc et Jean-Baptiste Golfier. Un « coup » de pouce qui ne sera sans doute pas suffisant en regard de la gravité de la situation : selon la projection de l'URPS, dans cinq ans, 50 % des médecins en activité seront en âge de partir à la retraite.

Des chiffres qui font peur

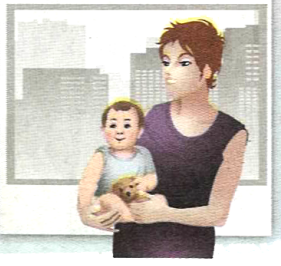
En Ile-de-France

10 000

C'est le nombre de médecins libéraux qui seront **en âge de partir à la retraite** dans cinq ans. Cela représente **50 %** des effectifs actuels.

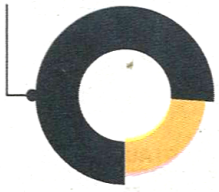
1 200

C'est le nombre de personnes qui se retrouvent **sans médecin** pour chaque départ à la retraite d'un généraliste.



76 %

C'est la part de la population d'Ile-de-France qui habite une zone où **l'offre médicale n'est pas satisfaisante**. Ce chiffre a été multiplié par **2,5** entre 2015 et 2018.



L'INFOGRAPHIE. SOURCE : URPS

> **« QUAND UN PROFESSIONNEL PART À LA RETRAITE, LES MURS DE SON CABINET ONT PRIS UNE TELLE VALEUR, QU'UN AUTRE, EN DÉBUT DE CARRIÈRE, N'A PAS LES MOYENS DE LES RACHETER »**
> LE PRÉSIDENT DE L'UNION RÉGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ (URPS)

« Il existe une réelle difficulté d'accès à un médecin traitant »

AURÉLIEN ROUSSEAU, DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ILE-DE-FRANCE

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE GUITTENY

On parle beaucoup du problème de désertification médicale. Quelle est la situation en Ile-de-France ?

AURÉLIEN ROUSSEAU. La désertification médicale en Ile-de-France est une problématique forte. Il existe une réelle difficulté d'accès à un médecin traitant. On considère que pour les trois quarts de la population cet accès n'est pas aujourd'hui satisfaisant. Ce constat, on le trouve d'ailleurs dans les premières remontées du Grand débat national.

Comment en est-on arrivé là ?

Les causes sont multiples mais globalement la démographie médicale inquiète. En Seine-et-Marne, par exemple, plus de la moitié des médecins ont plus de 60 ans, et celui qui part à la retraite ne trouve pas de repreneur. Dans les territoires plus urbains, dans les quartiers, le problème est différent, on ne trouve pas de jeunes qui veulent s'installer à ces endroits-là. Pas forcément à cause de l'environnement mais aussi et surtout à cause du prix de l'immobilier.

Ensuite il faut bien comprendre que les jeunes médecins ne veulent plus exercer comme on le faisait il y a quelques années encore. Le travail solitaire du vieux médecin de famille, ce n'est plus ce qu'ils recherchent. Ils veulent surtout ne plus être seuls.

Quelles aides pouvez-vous apporter ?

Une de nos grandes actions c'est de pousser au développement des maisons de santé pluri-professionnelles et de les accompagner tout au long de leur création. Depuis 2017, nous en avons installé 85. Dans les deux prochaines années 74 projets devraient voir le jour. Je précise d'ailleurs qu'on est la seule ARS de France à aider les praticiens, y compris sur la question immobilière. Concrètement, grâce à ces aides et à celles de l'Assurance Maladie, 500 professionnels de santé se sont installés dont 300 médecins. Mais qu'on ne se trompe pas, les médecins ne viennent pas pour les aides, ils viennent s'il y a un projet pluridisciplinaire.

Malgré ces avancées, la situation dans la grande couronne reste préoccupante...

C'est notre défi. On veut avoir dans la grande couronne la même dynamique de création.

Et puis avec le plan Santé 2022, on va pouvoir disposer de nouveaux outils comme celui des 400 médecins partagés : des médecins qui auront un pied à l'hôpital, un pied en ville. Une mesure très concrète qui permettra aussi de faire baisser la pression sur les hôpitaux, parce que les hôpitaux sont les premiers à subir les conséquences de la désertification médicale.

LP/A.G

Colombes (92), hier. Le docteur Aline Seif ne voulait pas que les 4 000 patients sans offre de soins. Sa mobilisation a payé.